

09.04.2008 - 16:12 Uhr

## **Nouveau démantèlement des prestations de la Confédération - Malgré des milliards d'excédents, le Conseil fédéral veut continuer dans la voie d'une cure d'austérité radicale**

*Bern (ots) -*

Cela ne fait pas deux mois que, tout souriant, le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, annonçait publiquement pour la Confédération un excédent de recettes de 4,1 milliards de francs. Or, malgré cet excédent, le Conseil fédéral prépare, après deux programmes d'allégement budgétaire douloureux (en 2003 et 2004) un nouveau programme d'économies à hauteur de 5,3 milliards de francs. La raison annoncée pour ces nouvelles coupes dans les prestations de l'État apparaissent toutefois plutôt maigres et contradictoires. Il serait question d'acquérir des marges de manoeuvre budgétaires pour pouvoir mener à bien de manière appropriée les tâches importantes de la Confédération. C'est pourquoi il s'agirait de limiter à long terme la croissance des tâches de l'État, de manière à ce qu'elle ne dépasse pas celle de l'économie. De la politique selon la situation de la bourse ?

Il est on ne peut plus manifeste que les marges de manoeuvre évoquées signifient de nouvelles baisses d'impôts pour les entreprises. C'est d'autant plus choquant si l'on jette un oeil sur les projets de réforme. Ceux-ci vont de « mesures visant à augmenter l'efficacité dans les domaines... du personnel », à « stabiliser, à 4 % pour la période FRI 2012 à 2015, la croissance annuelle des contributions fédérales à la formation professionnelle », en passant par l'« expiration, après 2011, de l'incitation financière à la création de places d'accueil extra-familial pour enfants » et le « désenchevêtrement de l'AVS et du budget fédéral ». Des propositions concrètes seront faites à l'automne 2008 dans un plan d'action et seront soumises aux cantons, aux partis politiques et aux partenaires sociaux dans le cadre d'un « dialogue politique ». L'Union syndicale suisse (USS) se battra durant ce processus contre pareille « hystérie » en matière d'économies, une politique qui, au surplus, s'avère des plus déplacées d'un point de vue de politique conjoncturelle, la mise en oeuvre est prévue à partir de 2009.

Contact:

Manuela Bruderer (031 377 01 11 ou 076 543 86 36), secrétaire centrale de l'USS, se tient à votre disposition pour tout complément d'information.